

Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU et PLUi

1. Intitulé du projet

Procédure concernée (élaboration de PLU ou PLUi, révision de PLU ou PLUi, déclaration de projet impactant un PLU)	Territoire concerné
Modification du PLU	CONFRANÇON

En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi

Date de débat du PADD	Sans objet
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	Début 2018

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable	Madame le Maire de Confrançon
Courriel	mairie@confrancon.fr

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1. Caractéristiques générales du territoire

Nom de la (ou des) commune(s) concernée(s)	CONFRANÇON
Nombre d'habitants concernés (au dernier recensement général de la population) Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	1 355 habitants (INSEE 2014 en vigueur au 01/01/2017))
Superficie du territoire	1 817 hectares

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ?

Annexe : la délibération engageant la procédure

La commune de Confrançon souhaite engager une procédure d'évolution de son PLU afin d'ouvrir à l'urbanisation une nouvelle zone, permettant ainsi à la commune de maintenir sa trajectoire démographique et de garder la maîtrise de son urbanisation.

Dans cette optique, la commune a récemment fait l'acquisition - via l'EPFL - de la parcelle ZI 101, représentant 9 700 m². Cette parcelle est actuellement située au sein d'un secteur classé en zone à urbaniser stricte 2AU au zonage du PLU en vigueur.

La modification du PLU doit permettre d'ouvrir à l'urbanisation l'ensemble du secteur 2AU situé lieu-dit Malet afin d'y concevoir un projet de logements.

Ainsi, cette procédure portera sur une modification du zonage (reclassement en zone « 1AU » ouverte) ainsi que sur la création d'une OAP définissant les conditions d'aménagement du secteur, dans un souci de cohérence d'ensemble.

Annexe 1 : délibération motivée de Modification PLU de CONFRANÇON

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale

Sans objet. Aucune modification n'est pas apportée au PADD

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ? Annexes :

- Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;
- Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet impactant un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;

L'ensemble du secteur 2AU situé lieu-dit Malet est reclassé en zone ouverte 1AU. Cela concerne les parcelles ZI 100, 101 et 256, lesquelles représentent un total de 2 ha. L'ouverture à l'urbanisation de ce secteur se traduit également réglementairement par la mise en place d'une OAP définissant les conditions d'aménagement du secteur, dans un souci de cohérence d'ensemble.

Annexe 2 : dossier de Modification du PLU de CONFRANÇON

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la Commission départementale de consommation des espaces agricoles, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ? (ex : procédure d'AVAP, zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

Le projet sera soumis à l'avis de la Commission départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF).
Il est prévu une enquête publique, laquelle sera éventuellement conjointe avec la procédure de Modification du PLU menée parallèlement.

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...

- les dispositions de la loi Montagne ?	Non
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?	Non
- un SCoT, un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 » ?	La commune est comprise dans le périmètre du SCOT Bourg Bresse Revermont, approuvé le 14 décembre 2016. Celui-ci intègre les dispositions de la loi Grenelle 2, et s'impose au PLU.

- une DTA ou DTADD ? Si oui, laquelle ?	Non
- un (ou plusieurs) SDAGE ou SAGE ? Si oui, le(s)quel(s) ?	Le SDAGE Rhône-Méditerranée, entré en vigueur le 21 décembre 2015.

3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un projet de PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Le PLU approuvé en 2005 n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs du projet de PLU en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<p>Le PADD (<i>non modifié dans le cadre de la présente procédure de Modification</i>) pose des objectifs en matière de maîtrise de consommation d'espaces :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « recentrer la population vers le bourg » en priorisant un « développement des pôles principaux d'habitat », de façon notamment à ce que « l'implantation des nouvelles constructions préserve les espaces agricoles et ruraux », - tout en permettant « une qualité de vie urbaine à la population : offre de logements mixtes, maintien du commerce et d'équipements de proximité, de services de transport »
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	<p>Sur les 20 dernières années, la commune de Confrançon a connu une croissance notable de sa population, avec un taux d'accroissement annuel moyen de près de 2,9% entre 1999 et 2014 (selon les données de l'INSEE), atteignant ainsi 1326 habitants au dernier recensement de 2014, ce qui représente un gain de 464 habitants sur 15 ans. Cette attractivité s'est traduite par un rythme de construction de logements soutenu, avec la production de près de 100 résidences principales entre 2009 et 2014, soit près d'une vingtaine de nouveaux logements par an. Elle a également permis de renforcer les équipements et l'armature commerciale de la commune.</p>

	<p>Pour autant, la commune n'a pas connu de phénomène de mitage ni d'étalement urbain non maîtrisé. Le développement urbain récent s'est essentiellement localisé au niveau des principaux pôles de la commune, à savoir le centre-bourg et le Logis Neuf, identifiés par le Scot du Bugey comme ayant vocation à structurer et accueillir le développement.</p> <p>La commune souhaite renforcer cette logique de recentrage de son urbanisation en confortant le centre-bourg. C'est le sens de l'ouverture de la zone 2AU du Malet.</p>
<p>Sur quelles perspectives de développement (<i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i>) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?</p>	<p>Il apparaît aujourd'hui essentiel de conforter cette attractivité en créant une véritable offre foncière pour la constructions de logements de typologie diversifiée (collectifs, intermédiaires, individuels) afin de répondre à toute les demandes possibles. Cette offre doit aussi permettre d'attirer les populations nouvelles et de créer les nouveaux logements au plus proche des équipements, services et commerces évitant une dispersion dans l'espace qui renforce la dépendance à la voiture.</p> <p>Afin de maintenir une trajectoire démographique stable, notamment dans l'optique d'assurer la pérennité des commerces, services et équipements (scolaires, sportifs et culturels...) présents sur le territoire communal et participant à la qualité du cadre de vie, la commune souhaite garantir l'accueil de nouveaux logements à court et moyen terme.</p> <p>Dans cette optique, il apparaît aujourd'hui nécessaire d'ouvrir une nouvelle zone à l'urbanisation.</p>
<p>Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaine partie du territoire : oui/non ? Si oui :</p>	
<p>Quelle est approximativement la superficie consommée ?</p>	<p>Cette procédure vise à ouvrir à l'urbanisation un secteur d'une superficie de 2 ha</p> <p>Celui-ci est situé en continuité directe du centre-bourg : la mairie est contiguë au site, en limite Nord.</p>
<p>Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction,</p>	<p>Le zonage du PLU de Confrançon matérialise plusieurs zones pour l'urbanisation future de la commune (dénommées 1AU et 2AU).</p>

<p>friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...) ont été préalablement examinées ?</p>	<p>En revanche, il ne prévoit qu'une unique zone ouverte « 1AU », d'une superficie de 0,6 ha seulement. Or, ce tènement privé fait l'objet d'une rétention foncière, bloquant les possibilités de développement sur le secteur pressenti.</p> <p>Par ailleurs, le tissu urbain constitué offre des possibilités de densification peu importantes. En effet, les secteurs classés en zones urbaines UA et UB ont récemment fait l'objet de plusieurs opérations de production de logements. C'est notamment le cas au niveau des lieudits Logis Neuf et Malet, que ce soit sous la forme de lotissements (logements individuels d'initiative privée) ou de projets de petits collectifs (portés par un bailleur par exemple).</p> <p>Il en résulte que l'enveloppe urbaine constructible présente un potentiel foncier en « dents creuses » et « divisions parcellaires » limité, en superficie (quelques hectares mobilisables seulement), mais aussi et surtout en faisabilité opérationnelle (phénomène de rétention foncière).</p> <p>Enfin, le projet d'aménagement d'ensemble porté par la commune nécessite un tènement foncier d'une superficie suffisamment importante, que l'on ne retrouve pas au sein des zones urbanisées.</p>
<p>Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i>).</p>	<p>Coincé entre le centre-bourg (mairie contiguë en limite Nord) et le quartier de Bois Colomb / Malet, ce secteur trouve toute sa place et renforce la structure urbaine de la commune. L'ouverture à l'urbanisation de ce secteur conforte ainsi la double ambition de la commune qui consiste à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « recentrer la population vers le bourg » en priorisant un « développement des pôles principaux d'habitat », de façon notamment à ce que « l'implantation des nouvelles constructions préserve les espaces agricoles et ruraux », - tout en permettant « une qualité de vie urbaine à la population : offre de logements mixtes, maintien du commerce et d'équipements de proximité, de services de transport » <p>comme cela est rappelé et affirmé dans le PADD.</p>

	<p>Par ailleurs, il est utile de rappeler que la desserte de ce secteur est assurée par le réseau viaire communal (routes et cheminements doux), et qu'il bénéficie de la proximité des réseaux d'eau, d'assainissement et d'électricité.</p> <p>De plus, il est situé à proximité directe du centre bourg de Confrançon, lequel regroupe les principaux équipements et services de la commune.</p> <p>L'impact sur les équilibres naturels et sur la richesse environnementale de la commune est donc limité.</p> <p>D'autant que ce secteur ne présente pas d'intérêt écologique particulier : milieu ordinaire, non humide et non boisé.</p> <p>Par ailleurs, la nouvelle OAP définie sur le secteur pose le principe d'un traitement paysager qualitatif de la limite Est, ce qui permettra notamment de conserver l'alignement d'arbres existant.</p>
--	--

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone Natura 2000 ?		Non	
Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?		Non	
Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?		Non	
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type 1 ?		Non	
Arrêté préfectoral de protection de biotope ?		Non	
Continuité écologique connue (réseau écologique Rhône-Alpes) ? Continuité repérée par la commune ou l'intercommunalité, par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ou par un schéma régional de cohérence écologique (SRCE) approuvé ?	Oui		<p>ZNIEFF de type II : bocage et étangs bressans (lac, réservoir, étang)</p> <p>La procédure n'impact pas ces espaces naturels.</p>

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ? Repérée par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire de Conseil Général...) ? ou identifiée au titre de la convention RAMSAR ?		Non	Sans objet, le projet n'ayant pas d'impact sur les espaces naturels sensibles de la commune, de par sa situation en continuité du centre-bourg

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et leur périmètre de protection, éléments inscrits au patrimoine de l'UNESCO, sites archéologiques),	Oui		Le Château de Loriol et son parc sont inscrits à l'inventaire des monuments historiques
Site classé ou projet de site classé ?		Non	Néant.
Site inscrit ?	Oui		Château de Loriol
Zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		Non	Néant.
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		Non	Néant.
Directive de protection et de mise en valeur des paysages ?		Non	Néant.
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ?		Non	Absence de repérage par des documents supérieurs. Mais il existe de nombreux points de vue permettant d'avoir des visions lointaines sur le paysage bressan.

4.4. Ressource en eau			
Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?		Non	Sans objet.
Des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		Non	Sans objet.
Des captages repérés par un SDAGE ?		Non	Sans objet.
Usages :	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages ?	Oui		
Y a-t-il un risque de conflit entre les différents usages ?		Non	Sans objet.
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		Non	Sans objet.
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	Oui		

4.5. Sols et sous-sols, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Carrières et/ou projet de création ou d'extension de carrière ?		Non	Néant.
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		Non	Néant.

4.6. Risques et nuisances			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels, technologiques, miniers connus ?	Oui		Le secteur visé par la présente procédure n'est pas concerné par la présence de risques. La commune de Confrançon est exposée à deux types de risques : - des risques d'inondations de plaine (biefs de Passolars-Corrian et de Montlessard-Cheval Queue) - des risques technologiques liés au transport de matières dangereuses par canalisations de gaz Tous les secteurs soumis à ces deux risques sont inscrits en zone agricole
Plans de prévention des risques (<i>naturels, technologiques, miniers</i>) approuvés ou en cours d'élaboration ?		Non	La commune n'est pas concernée par un PPR.
Nuisances connues (<i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i>) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?	Oui		La commune supporte un trafic routier important, supérieur à 5000 véhicules par jour (A 40 et RN 79)
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?	Oui		Le classement sonore des infrastructures reporté sur le plan de zonage du PLU

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		Non	Néant.

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?		Non	Néant
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		Non	Néant

5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (*facultatif*)

Le présent formulaire d'examen est accompagné des annexes suivantes :

- **Annexe 1** : Délibération motivée prescrivant la Modification du PLU
- **Annexe 2** : Le dossier de Modification, comprenant :
 - o **2a** : l'Additif au Rapport de Présentation : exposant l'objet de la procédure et détaillant les évolutions apportées au PLU
 - o **2b** : l'extrait du Zonage du PLU avant et après révision
 - o **2c** : l'OAP créée
- **Annexe 3** : Plan de zonage du PLU en vigueur

6. Annexes (*rappel*)

Élaboration ou révision « générale » (article L. 123-13, I, CU) de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale	Sans objet
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	Oui (Annexe 3)
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	Oui (Annexe 2b)
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, CU) et les déclarations de projet impactant un PLU :	Le dossier du projet	Oui (Annexe 2)
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure	Oui (Annexe 1)